



Les enseignants de primaire vent debout contre le raccourcissement de leur formation

FANNY SCUDERI

✉ @FannyScuderi

ÉCOLE A Genève, une réforme soutenue par la droite et le gouvernement prévoit de faire passer la formation des instituteurs de quatre à trois ans. Les citoyens se prononceront le 22 septembre sur ce projet combattu par la gauche et les syndicats d'enseignants

Une large coalition s'est présentée devant la presse hier pour défendre «l'exception genevoise». Le canton de Genève est le seul à proposer une formation universitaire en quatre ans pour enseigner au niveau primaire. Ailleurs en Suisse romande, les cantons privilégient un cursus en trois ans sous l'égide de la Haute Ecole pédagogique (HEP). Une loi votée en février par le Grand Conseil, et soutenue par la conseillère d'Etat PLR Anne Hiltbold, veut le raboter d'un an, au grand dam des enseignants qui dénoncent un «nivellement par le bas».

Hausse des besoins

Souvent renvoyés à cette comparaison cantonale pour justifier une réduction du modèle genevois, les syndicats d'enseignants ont montré leur agacement: «A l'échelle internationale, la Suisse est le seul, parmi les pays européens membres de l'OCDE, à proposer une formation en trois ans», souligne Francesca Marchesini, présidente de la Società pedagogica genevoise. Pour leur part, «les instances onusiennes sur l'enseignement recommandent l'obtention d'un master pour les enseignants», relève-t-elle.

De leur côté, les étudiants se mobilisent aussi en faveur du maintien

d'une formation en quatre ans, soutient Jérôme Simonet, président de l'association des étudiants en formation en enseignement primaire. «Inclusion scolaire, difficultés d'apprentissage, mixité sociale, fort taux d'élèves allophones, numérique en classe: on ne peut pas réduire cette formation alors que les besoins sont de plus en plus nombreux», défend-il.

«Se limiter à copier les autres cantons démontre le manque d'arguments en faveur d'un passage à trois ans de formation», poursuit Michaël Savoy, membre de la Fédération des enseignants genevois. «Il n'y a aucun projet pédagogique derrière cette proposition, il s'agit d'une mesure organisationnelle», dénonce-t-il.

Numerus clausus en cause

La droite, à l'origine de la réforme, brandit toutefois un autre argument: l'attractivité de la formation. De plus en plus d'étudiants du canton préfèrent suivre la formation à la HEP Lausanne plutôt qu'à Genève, a plusieurs fois déploré la magistrate Anne Hiltbold. Ils seraient une septantaine par année à faire ce choix. «Nous sommes le seul canton à ne pas subir de pénurie d'enseignants, ce qui signifie que la formation demeure attractive», contredit Thérèse Thévenaz-Christen, membre du Comité autonome des formateurs d'enseignants.

«L'exode des étudiants n'est pas dû à la durée des études mais au numerus clausus imposé chaque année par le DIP, relève l'étudiant Jérôme Simonet. Ils ne partent pas par choix, mais par défaut.» Faute de places de stage sup-

plémentaires, seuls 100 dossiers sont acceptés à l'issue du concours qui intervient une année après le début de la formation. Selon la SPG, en 2023, 143 étudiants ont ainsi été recalés.

«Il ne faut pas minimiser le statut de généraliste»

Une autre particularité genevoise mérite d'être défendue selon la coalition de gauche: la formation universitaire offre aux professeurs la possibilité d'enseigner à tous les niveaux de l'école primaire. A contrario, au sein des HEP, les étudiants doivent choisir une orientation qui leur permettra de prendre en charge seulement des écoliers de 4 à 8 ans ou des élèves de 8 à 12 ans. La réforme voulue par le canton de Genève mettrait fin à l'enseignement généraliste, qui serait remplacé par des formations continues. «Il ne faut pas minimiser le statut de généraliste», défend Marjorie de Chastonay, députée écologiste. Cette mobilité entre le cycle des petits élèves et des plus grands permet de s'adapter à la fluctuation des classes au fil des années, et de faire évoluer les carrières. Jocelyne Haller, membre de SolidaritéS, renchérit: «Mieux former en étant moins formé? C'est faire le choix de la médiocrité, assène-t-elle. Il y a une volonté de dégradation des services publics dans ce canton.» La prochaine votation transforme une nouvelle fois l'instruction publique en un champ de bataille politique explosif. ■